Association des Conseils d'Etat et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne a.i.s.b.l.

Association of the Councils of State and Supreme Administrative Jurisdictions of the European Union i.n.p.a.

Conseil d'Etat de Belgique
Raad van State van België

Evaluation des magistrats

Séminaire organisé par l'Association des Conseils d'Etat et des Juridictions administratives suprêmes de l'UE

En collaboration avec le Conseil d'Etat de Belgique

Avec le soutien de la Commission européenne

PORTUGAL

Bruxelles
30 novembre 2009

I. a) Votre pays connaît-il un régime d'évaluation commun à l'ensemble de ses magistrats (judiciaires et / ou administratifs) ?

Les juridictions administratives et judiciaires sont autonomes et totalement indépendantes entre elles. Leurs magistrats bénéficient d'un statut propre et spécifique. Il en est de même, tendanciellement, quant à leur système d'évaluation.

Aux termes de l'article 57 du Statut des tribunaux administratifs et fiscaux (approuvé par la loi nº 13/2002, du 19 février 2002, ci-après désigné par ETAF), les juges de l'ordre administratif et fiscal composent un corps unique. Au plan statutaire, disciplinaire et de l'évaluation, ils sont régis par les dispositions de la Constitution de la République Portugaise (ci-après CRP), de l'ETAF, du Règlement du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et fiscaux (approuvé par la délibération nº 1165/2007, publiée au journal officiel DR, II série, du 22/6/2007, ci-après désigné par Règlement du CSTAF) et, subsidiairement, par les dispositions du Statut des magistrats judiciaires (approuvé par la loi nº 21/85, du 30 juillet 1985, ci-après EMJ), ainsi que par le Règlement des inspections judiciaires du Conseil supérieur de la magistrature (approuvé par la délibération nº 1083/2007, publiée au journal officiel DR, II série, du 19/6/2007, ci-après RIJ), en vertu du renvoi de l'article 37 du Règlement du CSTAF).

b) Au sein de votre juridiction, le régime d'évaluation varie-t-il selon les fonctions exercées (chefs de corps, présidents de chambre , membres d'un parquet, autres …) ?

Il résulte de la lecture conjuguée de l'article 33 du Règlement du CSTAF et des articles 2, § 1 *b)* et 5 du RIJ, que les magistrats du premier degré sont obligatoirement soumis à une évaluation au cours de la 1ère année d'exercice de leurs fonctions, puis tous les 4 ans. Il s'agit des évaluations ordinaires.

Les magistrats des tribunaux supérieurs sont évalués à leur propre demande ou lorsque le Conseil de considère adéquat et nécessaire, comme prévu à l'article 7, § 1 du RIJ. Il s'agit ici des évaluations extraordinaires.

Dans les deux cas, la procédure et les règles applicables à l'évaluation sont les mêmes et ne dépendent pas de la fonction du magistrat à évaluer.

c) Décrivez brièvement le ou les régimes d'évaluation applicables aux magistrats de votre juridiction (le cas échéant, vous pouvez joindre les textes applicables).

L'article 34 du Règlement du CSTAF stipule que le Conseil doit établir, avant la fin de l'année, le programme des évaluations pour l'année suivante. Une fois les magistrats à évaluer identifiés, le Conseil désigne un évaluateur, qui doit être juge conseiller avec plus de 2 ans d'ancienneté dans sa catégorie. Il est chargé d'analyser le travail réalisé dans les affaires attribuées aux juges à évaluer et de préparer un rapport circonstancié sur la qualité du travail de chaque juge évalué, avec pièces à l'appui retirées des dossiers analysés. Il propose aussi une évaluation selon l'échelle de notation prévue par la législation (cf. article 82 de l'ETAF, conjugué avec l'article 24 du RIJ, ainsi que les articles 14 et 16 du RIJ).

Aux termes de l'article 4 *a)* du RIJ, cette appréciation du travail des juges (qu'il s'agisse d'évaluations ordinaires ou extraordinaires) a pour objectif de

rassembler des informations sur leur mérite et de proposer au CSTAF l'évaluation qui convient.

II - Quelle est la nature des règles qui instituent et organisent l'évaluation des magistrats de votre juridiction (règles constitutionnelles, législatives, réglementaires, lignes de conduite, règles déterminées par la juridiction elle-même ou les chefs de corps ?

La loi nº 13/2002, du 19 février 2002 a approuvé le Statut des tribunaux administratifs et fiscaux. Selon son article 3, § 3, pour tout ce qui n'est pas prévu dans ce statut, il y a lieu d'appliquer aux juges de l'ordre administratif et fiscal les dispositions du Statut des magistrats judiciaires (EMJ).

Selon l'article 74, § 2 *a)* de l'ETAF, il incombe au CSTAF « *de nommer, d'affecter, de muter, de promouvoir et de destituer les juges de la juridiction administrative et fiscale et d'apprécier leur mérite professionnel*». En matière d'évaluation des juges, l'ETAF confère également d'autres attributions aux CSTAF, en particulier à son article 74, § 2, *d)*, *e)* et *h)*, à savoir :

d) ordonner des investigations, des enquêtes et des inspections concernant les services des tribunaux administratifs et fiscaux ;

e) élaborer le programme annuel des évaluations ;

h) approuver son règlement intérieur, les concours et les évaluations.

Dans l'exercice du pouvoir réglementaire que la loi confère au CSTAF, ces normes sont reprises dans le Règlement qu'il a approuvé par sa délibération nº 1165/2007 (déjà évoquée à la question I).

Subsidiairement, l'évaluation des magistrats est également soumise aux dispositions des articles 33 à 37 de l'EMJ (mentions attribuées), ainsi que du RIJ

(déjà évoqué en I), dans les deux cas en vertu du renvoi effectué par l'ETAF et par le Règlement du CSTAF (articles 3, § 3 et 37, respectivement).

On peut en conclure que les règles applicables à l'évaluation des magistrats de l'ordre administratif sont consignées dans la loi et développées dans l'exercice du pouvoir réglementaire reconnu à l'organe administratif, le CSTAF, qui densifie les normes légales qui lui confient, en plus de la gestion et de la discipline des juges de la juridiction administrative et fiscale, le pouvoir d'apprécier le mérite professionnel des juges.

III – Quels sont le(s) but(s) recherché(s) par le régime d'évaluation des magistrats de votre juridiction :

- **améliorer l'organisation et le fonctionnement de la juridiction ?**
- **identifier les points faibles et les points forts de chaque magistrat pris individuellement ?**
- **comparer les magistrats entre eux ?**
- **autres … ?**

Le système applicable au Portugal prévoit deux types d'évaluations :

a) L'évaluation des services du tribunal : article 3 du RIJ ;
b) L'évaluation du travail fourni par le magistrat, en vue de son évaluation et de sa notation.

Dans les deux cas, l'objectif recherché est d'améliorer l'organisation et le fonctionnement de la juridiction.

L'évaluation des magistrats est individuelle et elle s'appuie sur des critères qualitatifs et quantitatifs.

L'évaluation apprécie l'ensemble du travail de chaque magistrat mais ne fait pas de comparaison entre les magistrats.

Elle finit néanmoins par permettre une comparaison entre les juges, lorsqu'elle est utilisée comme facteur décisif d'avancement et de nomination comme membre d'un tribunal supérieur.

IV a) Sur la base de quels critères l'évaluation des magistrats de votre juridiction est-elle effectuée (rendement, qualité du travail, capacité d'organisation, sens de l'initiative, esprit de décision, collégialité, relations avec les justiciables, formation continuée, aptitude à former, degré d'implication dans la vie de la juridiction …) ?

Les critères d'évaluation applicables sont énoncés dans la loi (pas de manière impérative) à l'article 13 du RIJ. Ils portent sur la capacité humaine du juge à exercer sa profession, sur son adaptation au tribunal ou à la fonction à évaluer et sur sa préparation technique.

En ce qui concerne la capacité humaine à exercer la profession, l'article 13, § 2 du RIJ prévoit une évaluation globale qui tiendra compte, entre autres, des facteurs suivants :

a) *Honorabilité civique ;*
b) *Indépendance, impartialité et dignité de la conduite ;*
c) *Relations avec les justiciables, les autres magistrats, les avocats, les autres professionnels judiciaires, fonctionnaires de justice et le public en général ;*
d) *Prestige professionnel et personnel ;*
e) *Sérénité et réserve dans l'exercice de ses fonctions ;*
f) *Capacité de compréhension des affaires concrètes à juger et sens de la justice, au regard du milieu socioculturel où est exercée la fonction ;*

g) *Aptitude et implication dans la formation des magistrats.*

L'évaluation du paramètre « adaptation à la fonction » s'appuie sur les facteurs énoncés au § 3 de l'article 13 du RIJ :

a) *Bon sens ;*
b) *Assiduité, zèle et dévouement ;*
c) *Productivité ;*
d) *Méthode ;*
e) *Célérité dans la décision ;*
f) *Capacité de simplification des procédures ;*
g) *Direction du tribunal, des audiences et autres actes, notamment en ce qui concerne le respect des délais et des calendriers.*

En ce qui concerne le critère de « préparation technique », le § 4 de l'article 13 du RIJ stipule que, dans l'ensemble, l'évaluation doit tenir compte des facteurs suivants, entre autres :

a) *Qualité intellectuelle ;*
b) *Capacité à appréhender les situations juridiques concrètes ;*
c) *Capacité à convaincre découlant de la qualité de l'argumentation utilisée pour motiver les décisions, en particulier l'originale ;*
d) *Qualité juridique du travail évalué, appréciée essentiellement d'après la capacité de synthèse dans l'énonciation et le règlement des questions, la clarté et la simplicité de l'exposé et du discours argumentatif, le sens pratique et juridique, ainsi que la pondération et les connaissances révélées dans les décisions.*

b) Ces critères font-ils l'objet d'une pondération ? Si oui, veuillez la préciser.

À l'issue de la procédure d'évaluation des magistrats, l'évaluateur propose au Conseil une notation à attribuer au juge concerné. Cette proposition est fondée sur la pondération globale des appréciations résultant de l'analyse des critères mentionnés ci-dessus, comme établi à l'article 14, § 2 du RIJ.

La proposition de notation à attribuer au magistrat évalué tient compte aussi des résultats des évaluations précédentes, ainsi que des enquêtes, investigations ou procédures disciplinaires, rapports, informations et tous éléments complémentaires afférents à la période et au lieu de réalisation de l'évaluation et dont le CSTAF pourrait disposer.

L'évaluation du magistrat tient encore compte des circonstances dans lesquelles il exerce ses fonctions, en particulier les conditions et le volume de travail, les difficultés inhérentes à l'exercice de la fonction, le degré d'expérience dans la judicature au regard du degré de juridiction et de la complexité du tribunal, le cumul de circonscriptions judiciaires ou de chambres, la participation en tant qu'assesseur à un tribunal collégial et l'exercice d'autres fonctions légalement prévues ou autorisées.

c) S'il existe des grilles ou des tableaux d'évaluation, vous pouvez le cas échéant les communiquer.

Le Conseil étudie et teste actuellement une grille quantitative d'évaluation pour une future application systématique. Il se heurte néanmoins à de grandes difficultés pratiques à cause de la diversité des conditions de travail des juges dans les différents tribunaux, de la pluralité des moyens et de la complexité des affaires.

V – Le régime d'évaluation offre-t-il des garanties visant à préserver l'indépendance et l'impartialité des magistrats de votre juridiction ? Dans l'affirmative, quelles sont ces garanties ?

Aux termes de l'article 13, § 2 *b)* du RIJ, l'indépendance du magistrat est considérée comme l'un des facteurs d'évaluation. Par ailleurs, la Constitution établit un ensemble de garanties destinées à assurer l'indépendance et l'impartialité du juge dans sa fonction, en particulier les garanties d'inamovibilité et d'irresponsabilité au titre de leurs décisions – cf. article 216, §§ 1 et 2 de la CRP.

La garantie d'inamovibilité des juges est aussi consacrée, pour les juges de notre juridiction, à l'article 3, § 1 de l'ETAF, qui stipule que les magistrats ne peuvent pas être mutés, suspendus, promus, mis à la retraite d'office ou révoqués, hormis les cas prévus par la loi. Quant à leur nomination, il doit d'agir d'une nomination à vie, aux termes de l'article 6 de l'EMJ, applicable à titre subsidiaire en vertu de l'article 3, § 3 de l'ETAF.

La garantie d'irresponsabilité est consacrée à l'article 3, § 2 de l'ETAF et se destine à assurer la liberté de décision du juge, qui ne peut être tenu pour responsable de ses décisions que dans les cas prévus par la loi. L'article 5, § 2 de l'EMJ précise (également à titre subsidiaire, comme indiqué ci-dessus) que *« les magistrats ne peuvent faire l'objet de poursuites civiles, pénales ou disciplinaires au titre de l'exercice de leurs fonctions que dans les cas expressément prévus par la loi ».* Et pour ce qui est de la responsabilité civile du magistrat, elle suppose que l'État engage une action récursoire à son encontre, fondée sur l'intention de nuire ou une faute grave, dans la mesure où dans le régime de responsabilité établi le magistrat ne répond pas directement devant le demandeur. La décision d'exercer l'action récursoire de l'État est prise par l'organe compétent en matière disciplinaire (dans le cas de la

juridiction administrative, le CSTAF), d'office ou à l'initiative du ministre de la Justice (cf. article 14, §§ 1 et 2 de la loi nº 67/2007, du 31 décembre 2007, portant approbation du régime de la responsabilité civile extracontractuelle de l'État et des autres entités publiques).

VI – a) Quelle est la fréquence des évaluations des magistrats de votre juridiction ?

Les magistrats du premier degré de la juridiction administrative et fiscale sont évalués obligatoirement au cours de la 1ère année de fonctions, puis tous les 4 ans.

Les magistrats des tribunaux supérieurs sont évalués à leur demande et lorsque le CSTAF l'ordonne (cf. article 5 du RIJ conjugué avec les articles 33 et 34 du Règlement du CSTAF.)

b) Décrivez les différents étapes de la procédure suivie ?

Aux termes de l'article 82 de l'ETAF, le Conseil dispose d'évaluateurs, nommés parmi les juges conseillers ayant au plus de deux ans d'ancienneté dans leur catégorie. Selon l'article 83, § 1 *b)* du même texte, ces évaluateurs doivent évaluer le travail et le mérite des magistrats en vue de proposer la notation à leur attribuer.

Lorsque le programme des évaluations a été établi et l'évaluateur désigné, ce dernier recueille les éléments nécessaires à l'évaluation du juge concerné. Ces éléments sont notamment ceux visés à l'article 17 du RIJ, qui prévoit la réalisation d'entretiens avec le magistrat à évaluer, au début et à la fin de l'évaluation, comme

établi au § 1 *h)* de cet article, ainsi que d'autres éléments que le juge évalué souhaitera verser au dossier, conformément aux dispositions de l'article 36 du Règlement du CSTAF. Ces éléments sont utilisés pour l'évaluation, qui se base sur les critères établis à l'article 13 du RIJ, ainsi que sur les résultats des évaluations précédentes (article 15, § 1 du RIJ).

L'évaluateur élabore un rapport circonstancié, avec une appréciation séparée et autonome pour chacun des groupes de critères d'évaluation visés à l'article 13 du RIJ : qualités humaines pour l'exercice de la fonction ; adaptation au tribunal et à la fonction ; préparation technique (cf. article 14 du RIJ).

La notation du magistrat est le résultat d'une pondération globale de ces critères effectuée par l'évaluateur, qui doit conclure par une proposition de notation à attribuer au magistrat évalué. Cette proposition doit être claire et motivée selon les dispositions des articles 13 à 15 du RIJ, et représenter l'appréciation globale du magistrat évalué au regard de la notation proposée.

L'évaluateur soumet son rapport au magistrat dont le mérite aura été apprécié en lui donnant entre 10 et 15 jours pour exercer son droit de réponse, fournir tous éléments et demander la réalisation de tous actes qu'il considère utiles (cf. article 18, § 6 du RIJ).

Enfin, les évaluateurs envoient tout le dossier au Conseil qui décide de la notation à attribuer au magistrat (cf. article 21 du RIJ).

c) L'évaluation est-elle précédée d'entretiens entre le ou les évaluateurs et le magistrat évalué ? Dans l'affirmative, quels sont la nature et l'objet de ces entretiens ?

Aux termes de l'article 17, § 1 *f)* du RIJ, l'entretien entre le magistrat évalué et l'évaluateur a lieu au début et à la fin de l'évaluation et il constitue l'un des éléments à utiliser par l'évaluateur pour évaluer le magistrat.

VII – Préalablement à l'évaluation, des informations sont-elles collectées sur le magistrat à évaluer ? Dans l'affirmative, quelles sont ces informations et comment sont-elles réunies ?

L'évaluateur recueille auprès des services administratifs les données statistiques concernant le fonctionnement du tribunal et le magistrat à évaluer. Ces données comprennent le nombre d'affaires attribuées à chaque juge, le nombre d'affaires closes et pendantes, etc..

Le CSTAF, qui détient ces informations, peut ordonner l'évaluation du tribunal ou d'un juge donné. Il s'agit alors d'une évaluation extraordinaire du juge, indépendante de celle qui a lieu tous les 4 ans (dans les tribunaux du premier degré).

VIII – Existe-il des objectifs à atteindre par le magistrat évalué ? Dans l'affirmative, quels sont-ils et comment sont-ils fixées (normes rendement et / ou qualitatives …) ?

La loi et le Conseil ne fixent pas d'objectifs aux magistrats dans l'exercice de leurs fonctions, ni n'imposent l'application de la gestion par objectifs. Il n'y a pas non plus de minima de productivité ni de primes pour ceux qui travaillent le plus.

IX – Quelle est l'autorité chargée de procéder à l'évaluation ? Cette autorité est-elle interne ou externe à la juridiction ? S'agit-il d'un organe collégial ? Dans l'affirmative, comment cet organe est-il composé ? De quelle formation les évaluateurs bénéficient-ils ?

L'évaluation des magistrats de la juridiction administrative et fiscale est confiée par la Constitution à un organe administratif indépendant : le Conseil supérieur des tribunaux administratifs et fiscaux (CSTAF ou Conseil). Aux termes de l'article 217, § 2 de la CRP, ce Conseil est chargé de la nomination, de l'affectation, de la mutation et de la promotion des juges des tribunaux administratifs et fiscaux, ainsi que de l'action disciplinaire.

Le CSTAF a été créé en 1984, par le décret-loi nº 129/84, du 27 avril 1984 (abrogé depuis par l'ETAF), dans l'exercice de l'autorisation législative conférée par la loi nº 29/83, du 8 septembre 1983. Cette création a marqué définitivement la juridiction administrative et fiscale qui, à partir de là, est devenue une juridiction à part entière, indépendante de l'ordre judiciaire, définie en tant que juridiction commune en matière de relations juridiques administratives et fiscales.

Dès sa création, le CSTAF a été obtenu la parité avec son homologue préexistant de la magistrature judiciaire : le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Il revêt donc depuis toujours la même dignité constitutionnelle et la même légitimité démocratique pour développer en toute autonomie les activités substantiellement administratives concernant le statut organique et le personnel de l'ensemble des juges sous sa juridiction.

Les attributions du CSTAF sont prévues à l'article 74, §§ 1 et 2 de l'ETAF, en particulier le pouvoir réglementaire qui lui est accordé par le § 2 *h)* de cet article, selon lequel le Conseil doit *« approuver son règlement intérieur, les concours et les évaluations »*.

Il s'agit d'un organe collégial dont la composition est prévue à l'article 75 de l'ETAF, à savoir :

- 1 Président (qui est le Président de la Cour administrative suprême, d'office)

- 2 membres désignés par le Président de la République ;

- 4 membres élus par le Parlement ;

- 4 juges élus par leurs pairs, selon le principe de la représentation proportionnelle.

Les informations dont disposent les membres et le Conseil pour attribuer une note résultent du rapport d'évaluation déjà évoqué ci-dessus, des articles 15 et 17 du RIJ, ainsi que du dossier biographique et disciplinaire du juge (articles 8, § 1 *h)* et 16 du Règlement du CSTAF) et des éléments statistiques envoyés au CSTAF par les tribunaux administratifs, comme prévu à l'article 91 de l'ETAF.

a) Sur quelle décision finale débouche l'évaluation (appréciation globale : mention favorable ou défavorable ou appréciation circonstanciée, conçue au cas par cas …) ?

La procédure d'évaluation débouche sur une appréciation qualitative globale du travail du juge et de son mérite, qui prévoit les mentions suivantes, conformément aux dispositions de l'article 16, § 1 du RIJ :

a) La mention Très Bien reconnaît que le juge du siège a exercé ses fonctions avec un très grand mérite tout au long de sa carrière ;

b) La mention Bien avec distinction reconnaît qu'il a exercé ses fonctions avec un grand mérite tout au long de sa carrière ;

c) La mention Bien reconnaît que le juge a fait preuve de qualités dignes de mention dans l'exercice de ses fonctions au regard des conditions dans lesquelles il a exercé son activité ;

d) La mention Assez bien reconnaît que le juge réunit les conditions indispensables à l'exercice de ses fonctions et que le travail fourni est satisfaisant ;

e) *La mention Médiocre reconnaît que le juge a fourni un travail en deçà du satisfaisant.*

b) Sur quoi s'appuie-t-elle (tableau préétabli complété par l'évaluateur ? rapport circonstancié … ?)

L'évaluation faite par l'évaluateur s'appuie sur les éléments visés à l'article 17 du RIJ, à savoir :

a) *Éléments dont dispose le CSTAF concernant les tribunaux, les chambres ou les services où le juge a exercé ses fonctions, notamment le dossier d'inspection précédent, même s'il n'a pas débouché sur une évaluation ;*
b) *Dossier biographique et disciplinaire des juges du siège et contenu des décisions d'évaluation précédentes ;*
c) *Examen des dossiers, des livres et des papiers, clos et pendants, dans la mesure où il s'avère nécessaire pour former une conviction ferme sur le mérite du juge évalué ;*
d) *Statistiques sur le déroulement des procédures ;*
e) *Consultation des dossiers ;*
f) *Visite des locaux ;*
g) *Travaux présentés par le juge du siège, à raison de 10 au maximum, non compris dans les évaluations précédentes ;*
h) *Les précisions qu'il voudra demander au juge évalué ;*
i) *Les entretiens avec le juge évalué, au début et à la fin de la procédure d'évaluation.*

En s'appuyant sur ces éléments, et sur tous autres que le magistrat évalué considèrera pertinents pour son évaluation, l'évaluateur rédige un rapport

circonstancié, contenant une proposition claire d'évaluation (article 18, §§ 4 et 5 du RIJ) et accompagné des éléments visés à l'article 19 du RIJ.

c) En quoi cette décision est-elle de nature à influencer la situation individuelle du magistrat évalué (incidence pécuniaire positive ou négative, effets sur l'évolution de la carrière, conséquences disciplinaires …) ?

Les mentions attribuées aux juges influencent l'évolution de leur carrière, qui ne dépend par du tribunal où ils exercent (cf. article 58, § 4 de l'ETAF).

Leur avancement s'accompagne d'une hausse d'échelon de rémunération et l'évaluation obtenue par le juge est prise en considération lors du pourvoiement des postes vacants dans les tribunaux supérieurs (cf. articles 61, § 2 *b)*, 66, § 2 *a)* et 69, § 1 de l'ETAF).

En termes disciplinaires, l'article 16, § 5 du RIJ stipule qu'une mention Médiocre entraîne la suspension du magistrat et l'ouverture d'une enquête afin d'établir son éventuelle inaptitude à l'exercice de ses fonctions.

XI – a) Le magistrat évalué prend-il connaissance d'un projet d'évaluation, á propos duquel il peut faire valoir ses observations éventuelles, préalablement á la décision d'évaluation ?

Oui, l'article 18, § 6 du RIJ prévoit que l'évaluateur envoie son rapport au juge évalué afin que celui-ci puisse exercer son droit de réponse et demander les actes qu'il jugera utiles.

b) Le magistrat évalué dispose-t-il de voies de recours non juridictionnelles ou juridictionnelles contre le résultat de l'évaluation dont il a fait l'objet ? Dans l'affirmative, décrivez succinctement ces voies de recours ?

Aux termes de l'article 84 de l'ETAF, les décisions du CSTAF relatives aux magistrats (partant, celles qui leur attribuent une évaluation) peuvent être attaquées devant la section du contentieux administratif de la Cour administrative suprême.

Le recours contre l'évaluation attribuée au magistrat suit la procédure applicable à l'action administrative spéciale en annulation d'un acte administratif et, en ce qui concerne la séance de jugement, il y a lieu d'obéir aux dispositions de l'article 16, § 4 de l'ETAF, selon lesquelles « *lorsque le recours est formé contre une décision du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et fiscaux ou de son Président, la séance a lieu sans la présence du Président de la Cour administrative suprême ; elle est présidée par le plus ancien des vice-présidents non membre du Conseil ou par le plus ancien juge présent* ».

Outre cette voie de recours juridictionnelle, le juge qui n'est pas d'accord avec l'évaluation qui lui a été attribuée peut former un recours gracieux, en saisissant l'organe lui-même - CSTAF.

XII – a) Un dossier "évaluation" est-il conservée pour chaque magistrat ? Dans l'affirmative, qui en est le détenteur et que contient-il (rapports d'activité, rapports d'évaluation, observations du magistrat évalué, décision finale) ?

Le dossier d'évaluation des juges administratifs est conservé au CSTAF, qui conserve aussi les informations biographiques et disciplinaires concernant chaque juge, dans un registre spécial (cf. article 8, § 1 *h)*). Les dossiers d'évaluation sont enregistrés par le Conseil dans un registre spécial et séparé du dossier

biographique, comme établi à l'article 8, § 1 *g)* conjugué avec l'article 15, 2ème partie, tous deux du Règlement du CSTAF, mais l'évaluation finale attribuée au magistrat évalué est enregistrée dans son dossier individuel, conformément aux dispositions de l'article 20, § 1 du RIJ.

Le dossier d'évaluation contient tous les éléments visés à l'article 19 du RIJ, selon lequel le rapport d'évaluation ordinaire (et extraordinaire, dans la mesure où il est adapté à cette finalité) doit contenir :

a) Certificat du registre disciplinaire ;

b) Note des dossiers qui n'ont pas été trouvés ;

c) Liste des éléments visés à l'article 17, § 1 b) (déjà évoqué à la question IX) ;

d) Travaux présentés par les juges du siège ;

e) Observations formulées par les juges du siège concernant l'évaluation de leur mérite.

b) Qui peut consulter ce dossier?

Aux termes de l'article 20 du RIJ, les dossiers d'évaluation sont confidentiels. Le § 2 de cet article stipule néanmoins que « *cela n'empêche pas que, à n'importe quelle phase de la procédure, soient délivrées des copies à la demande de l'évalué, sur requête adressée au CSTAF.* »

Le magistrat évalué a accès à tous les éléments du dossier dès que le rapport est terminé, dans la mesure où, pour contester l'évaluation qui lui a été attribuée, il faudra lui permettre l'accès au dossier, en appliquant ici la Loi d'accès aux documents administratifs (Loi nº 46/2007, du 24 août 2007) en cas d'omission du Règlement du CSTAF. Ce dernier impose à son article 39 que les particuliers puissent accéder aux informations les concernant directement et, au § 3 de cet article, que « *les particuliers peuvent consulter les dossiers les concernant, dès lors qu'ils ne*

contiennent aucun document classé secret, ainsi qu'obtenir des extraits ou des copies conformes des documents qu'ils contiennent conformément à la loi générale ».

Le dossier d'évaluation est confidentiel pendant le déroulement de l'évaluation, mais pas après. L'accès à ces informations doit aussi être permis, en vertu de leurs fonctions, au Président et aux membres du Conseil, lesquels sont tenus au secret professionnel (cf. article 31 du Règlement du CSTAF).

La confidentialité de ces dossiers est aussi assurée par le devoir de secret professionnel auquel sont tenus les évaluateurs et les employés du Conseil concernant les informations qu'ils contiennent.

c) La confidentialité du dossier est-elle assurée ? Dans l'affirmative, par quelles mesures l'est-elle ?

Comme indiqué à propos de la question précédente, la loi qualifie de confidentiel le dossier d'évaluation des juges (article 20 du RIJ), c'est-à-dire que les tiers n'y ont pas accès et que les informations qu'ils contiennent ne peuvent pas être divulguées. Par ailleurs, l'article 8, § 1 *g)* conjugué avec l'article 15, tous deux du Règlement du CSTAF, stipule que ces dossiers sont confiés à la garde du Conseil.

XIII – a) La jurisprudence a-t-elle eu à se prononcer sur le caractère juridiquement admissible du régime d'évaluation en place notamment au regard de la Constitution ou des principes de l'État de droit) ?

Il n'y a pas de jurisprudence récente.

Au cours des dernières années, il n'y a même pas eu de saisine du Conseil, mais seulement des réponses de juges aux projets d'évaluation les concernant.

Les juges du premier degré indiquent que l'impossibilité d'accès au dossier des autres rend très difficiles les recours.

Au cours des dernières années, aucune contestation d'évaluation attribuée par le CSTAF n'a été portée devant la Cour administrative suprême, ni aucune demande d'annulation ou de révision.

b) A-t-elle eu à vérifier sa conformité au droit international conventionnel, en particulier à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ?

Aucun élément disponible sur cette question.

XIV – Quelles sont les informations complémentaires que vous souhaiteriez á propos du régime d'évaluation des magistrats en vigueur dans votre pays (ou à propos de son absence) ?

Les juges du premier degré réclament la fixation de critères plus objectifs et transparents, ainsi que l'établissement de typologies d'affaires par degré de complexité.

Ils demandent aussi à ce que tous les évaluateurs recueillent le même type d'informations, que le Conseil devrait définir.

Il y a des informations qui, selon les évalués, ne devraient pas leur être réservées, mais qui devraient être accessibles aux autres évalués sur la même période, comme la statistique et les autres aspects qui ne sont pas strictement personnels.

Il est souhaitable d'améliorer l'évaluation, en nous penchant non plus seulement sur le nombre d'affaires closes et sur l'analyse des décisions finales, mais

aussi sur les audiences, l'oralité, l'exposé des faits et autres aspects de la qualité des décisions.

L'établissement d'objectifs fixés d'un commun accord avec les juges, ainsi que leur gestion et leur évaluation s'avèrent aussi nécessaires.

Conseiller Rosendo Dias José, Vice-Président
de la Cour Administrative Suprême du Portugal
